



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 17/06/2025

Reçu en préfecture le 17/06/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250612-2025\_30-DE



# DÉLIBÉRATION

2025/30

## FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTIONS DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 12 Juin 2025 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY, sous la présidence de Monsieur René HOCQ, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Madame Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES (*a donné pouvoir à M. Jean-Pierre SANSEN*) – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER (*a donné pouvoir à M. Dominique DELATTRE*) – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES (*a donné pouvoir à Mme Nadine LEFEBVRE*) – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES (*a donné pouvoir à M. Marc BOUTROY*) – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ (*a donné pouvoir à Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE*) – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA (*a donné pouvoir à M. Jean-Luc FAY*) – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART (*a donné pouvoir à M. René HOCQ*) – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE (*a donné pouvoir à M. Nicolas PICHONNIER*) – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 modifié, relatif aux indices de la Fonction Publique;

**Vu** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux Centres de Gestions institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 28 septembre 2001 relatif aux indemnités et des Vice-Présidents des Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la délibération n° 2023/51 en date du 14 novembre 2023 portant fixation de la strate d'assimilation du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du département du Pas-de-Calais ;

Monsieur le Président expose aux membres du Conseil d'Administration que le régime des indemnités de fonction du Président et des Vice-Présidents du Centre de Gestion repose sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 septembre 2001 qui fixe un barème indemnitaire établi selon les effectifs employés dans le ressort du Centre de Gestion.

Il indique que la dernière analyse effectuée par l'INSEE en 2020 dénombre 39 200 agents dans le Pas-de-Calais, ce qui assimilerait notre établissement à une commune de plus de 400 000 habitants. Dès lors, notre établissement relève de la catégorie couvrant plus de 30 000 agents, et non plus 12 000 à 20 000 agents.

Ainsi, il peut être appliqué les dispositions suivantes :

- Indemnité de fonction du Président : application d'un taux de 70 % sur le traitement afférent à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;
- Indemnité allouée à chacun des Vice-Présidents : application d'un taux de 30 % de l'indemnité de fonction maximale du Président.

Il est précisé que, à cette date, l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique Territoriale est de 1027.

Il propose :

- pour le Président : 60 % du montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique Territoriale ;
- pour les Vice-Présidents : 30 % de l'indemnité qui sera perçue par le Président.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* de ne pas retenir les taux maximums prévus par l'arrêté ministériel du 28 septembre 2001 ;
- ♦ *FIXER* les indemnités de fonctions du Président et des Vice-Présidents de notre établissement de la manière suivante :
  - pour le Président : 60 % du montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique Territoriale ;
  - pour les Vice-Présidents : 30 % de l'indemnité qui sera perçue par le Président (60 % du montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique Territoriale).

Ainsi fait et délibéré en séance,  
À BEUVRY, le 12 juin 2025

Le Président,

René HOCQ